

L'égalité des chances éducatives : dont la responsabilité?

Morgan Kuepfer

L'Université de la Colombie Britannique

Résumé

La diversité, c'est-à-dire les différences sociales, ethniques et culturelles, existe dans le cadre de l'école. Si elle n'existe pas, l'école elle-même cesserait d'exister. Donc, la diversité et l'école doivent travailler ensemble au profit des étudiants, pour donner une expérience égale et juste. Selon Grootaers (2014), l'école inclut trois : (1) Elle n'est pas détachée des contextes politiques, culturels, économiques et sociaux ; (2) Elle n'est pas neutre ; et (3) Elle est un espace social. Alors, s'il faut intégrer tous les groupes sociaux, ethniques et culturels dans l'école, comment l'école reste-t-elle neutre tout en servant d'espace social d'égalité toujours connecté à ses contextes politiques?

D'abord, il faut analyser le système éducatif pour déterminer les égalités des chances éducatives et sociales. Il faut demander le rôle de l'école et le système éducatif. Grootaers (2014) donne une explication de l'école en présentant les trois rôles des imaginaires sociaux. Les trois rôles sont l'éducation, la socialisation et l'utilité et c'est la socialisation qui peut créer la citoyenneté vers un « nous ». En outre, il faut analyser ces images de « nous » pour que les écoles puissent remédier aux inégalités.

Suivant, il faut tourner à l'enseignant de l'aider à faire tomber les barrières vers un environnement scolaire inclusif. L'école doit demeurer diversifiée, particulièrement ici au Canada, pour survivre puisqu'elle est l'avenir du pays (Labelle, 2015). Cette rédaction répondra aux trois questions suivantes et fournira des suggestions : (1) Comment les différences sociales, ethniques et culturelles peuvent-elles affecter l'égalité des chances éducatives et sociales des différents groupes d'élèves au sein de l'école? ; (2) Comment l'école peut-elle remédier à ces inégalités? ; et (3) Quel rôle l'enseignant peut-il jouer à cet égard?

Pour commencer, Grootaers déclare (2014), « le rôle de l'Éducation dépasse désormais la seule logique de la raison et de savoir ». Donc, ce qui est enseigné à l'école est considéré la vérité. Si la différence n'est pas acceptée ou reconnue à l'école, alors la diversité elle-même devient un obstacle à une éducation juste. L'école est une institution politique avec un programme politique. Donc, il faut demander comment l'école est située concernant la stratification sociale et culturelle. Voici un petit exemple. C'est vrai que le système d'éducation favorise la laïcité. Une façon dont l'école influence cela est la fête de Noël. Il est probable qu'en classe, on célèbre et pas d'autres fêtes religieuses ou culturelles. Avec la diversité qui existe à l'école, il y a évidemment des élèves qui ne voulaient pas participer pleinement aux activités de Noël parce que leurs familles ne le fêtent pas. Alors, la culture dominante est la culture Blanche euro centrique. C'est cette culture qui donne les fondements de l'éducation à l'école qu'on appelle « canadienne ».

En outre, les trois pôles de Grootaers (2014) sont égaux en théorie, mais non pas en pratique. Pour tirer de la notion d'un « nous » collectif, il est évident que ce « nous » n'existe pas encore à l'école et est devenu une barrière à une éducation équitable. Oui, la socialisation peut être un outil contre les inégalités des chances éducatives, mais ce n'est pas le cas tel que mentionné ci-dessus. De plus, il faut questionner les images du « nous » dans l'école. Selon Barriault (2017), il y a des « mythes fondateurs » tout au long de l'histoire canadienne. Il est ces mythes qui ont la capacité d'être une autre barrière à l'égalité éducative. Historiquement, l'école était une force « colonisatrice ». Comme l'écrit Barriault, « le premier et le plus tenace des mythes concernant le Canada est celui du pacte entre les deux peuples fondateurs » (p. 17). Sous cette incompréhension, les Peuples Autochtones étaient « broyées, brutalisées et marginalisées par le nouvel État fédéral » (Barriault, 2017, p. 17). Voilà un exemple historique où le nous de

société est oublié : un moyen pour la culture sociale du Canada d'être déformée et pour l'inégalité de s'immerger dans l'école. Si c'est dans notre société, ce sera forcément dans nos écoles.

Un autre aspect il faut examiner est la dynamique de cohésion sociale. Lessard (2006) explique, « au Canada, l'éducation est une responsabilité des provinces et des territoires » (p. 185). Donc, il est logique qu'« il n'y a pas « une » politique nationale d'éducation mise en œuvre par une autorité centrale clairement identifiée et forte ; il y a plutôt treize systèmes éducatifs, relevant de treize autorités provinciales ou territoriales pleinement autonomes » (Lessard, 2020, p. 15). La diversité existe dans les différences éducatives des provinces et des territoires et elle sert à l'école respectivement. C'est-à-dire que chaque école provinciale ou territoriale est en mesure de créer son propre programme pour répondre aux besoins de ses propres élèves et de sa communauté. Donner à chaque province et territoire ce pouvoir et ce droit leur permet de mieux servir leurs élèves de manière équitable. On ne peut nier le pouvoir politique des provinces et territoires du Canada ni de l'école. Barriault (2017) confirme qu'« avant comme après la Grande Guerre, le Canada est demeuré morcelé, fragmenté, travaillé par des régionalismes et des provincialismes extrêmement puissants » (p. 18). Donc, pourquoi ne pas utiliser ce pouvoir pour s'assurer que la diversité et la différence servent les écoles de manière positive afin que l'obstacle à l'égalité soit éliminé?

Concernant l'école, elle ne peut pas elle-même remédier aux inégalités, car l'école est un lieu physique. C'est le système éducatif et le programme qui peut la remédier parce que l'éducation est une activité sociale : elle est active et peut faciliter les savoirs. Donc, comment l'éducation, c'est-à-dire le système et le programme, peut-elle remédier à ces inégalités?

Premièrement, les systèmes éducatifs doivent commencer à incorporer la plus grande partie de diversité possible. Cela comprend, surtout pour le Canada, l'histoire, les valeurs et

l'enseignement des peuples autochtones. Sinon, l'histoire du Canada reste un « mythe fondateur » (Barriault, 2017). Il faut construire un programme qui inclut un nombre de cultures et valeurs du pays et non seulement la culture du Canada européen blanc.

Deuxièmement, on a une responsabilité collective de mettre une grande emphase sur la socialisation ainsi il sort de « l'idéal » ou l'imaginaire et entre dans la réalité. Lessard (2020) déclare que, « l'école est ainsi conçue comme un facteur de développement et d'amélioration sociale générale, elle est aussi un facteur de stabilité politique (rébellion de 1837) et d'intégration sociale » (p. 21). Le programme doit également encourager les élèves à remettre en question les événements historiques, passés et récents, et à voir le monde sous un angle critique. Si on utilise la socialisation comme outil pour combattre les inégalités des chances éducatives et non en tant que force colonisatrice, on mettra, « l'accent sur une nouvelle citoyenneté construite autour du principe du vivre ensemble » (Grootaers, 2014). Plutôt, la socialisation peut être une force qui rebâtit « des ponts entre les diverses communautés de ce pays » (Barriault, 2017, p. 18) qui est la responsabilité du gouvernement fédéral, provincial et territorial, des Ministres de l'Éducation et notamment des enseignants.

Enfin, les enseignants jouent de grands rôles importants dans la société. Les enseignants ont un impact important sur leurs élèves et deviennent l'un de leurs plus grands influenceurs. Le rôle le plus important de l'enseignant dans la classe est d'être un allié de la justice sociale. Ils doivent s'attaquer aux injustices actuelles et passées et ne pas se dérober aux conversations difficiles concernant l'oppression ou les mythes fondateurs (Barriault, 2017). Les enseignants devront donner occasion aux étudiants de discuter des sujets. Les enseignants doivent illustrer les multiples perspectives de l'histoire canadienne, passée et présente, et continuer à ouvrir le dialogue sur de telles choses.

Conclusion

Pour conclure, il reste la responsabilité du système éducatif et des enseignants, c'est-à-dire la responsabilité de tous, de créer la citoyenneté vers un nous collectif pour remédier aux inégalités des chances éducatives et sociales. Ce système a la capacité d'être une force colonisatrice, raciste et discriminatoire si on ignore ces inégalités. Alors, la diversité peut être une force socialiste pour l'école, mais seulement si les enseignants, les administrateurs et tout l'état de l'école s'unissent pour démystifier les mythes fondateurs historiques et souligner la collectivité. Cela signifie lutter pour la socialisation, déterminer quelle image du nous on enseigne, remettre en question les mythes fondateurs, permettre aux écoles de répondre à leurs propres besoins divers, incorporer une variété de perspectives diverses dans le programme et avoir un dialogue ouvert sur la justice sociale, toujours.

Bibliographie

Barriault, Frédéric. (2017). Déboulonner les mythes fondateurs. *Relations*, (791), 17–18.

D. Grootaers (2014). Les trois rôles sociaux de l'institution scolaire, un imaginaire commun. *Le Grain: Atelier de Pédagogie Sociale*.

Lessard, Claude. (2006). La gouvernance de l'éducation au Canada : Tendances et significations. *Éducation et Sociétés*, No. 18, pp. 181-201.

Lessard, Claude. (2020). L'éducation au Canada, aperçu historique de sa structuration d'ensemble. *Administration et Éducation*, No. 165, pp. 15-30.